

Pau, le 28 février 2023

ARRETE N°AP-2023-0063

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.412-28 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu les arrêtés municipaux en date du 4 mars 1968, du 25 janvier 1974 et du 16 mars 1989 réglementant le sens de circulation des différentes portions de la rue Monpezat ;
Considérant que les dispositions des arrêtés initiaux ne permettent pas de les appliquer ;
Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le sens de circulation rue de Monpezat ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les arrêtés municipaux en date du 4 mars 1968, du 25 janvier 1974 et du 16 mars 1989 qui réglementaient le sens de circulation des différentes portions de la rue de Monpezat sont abrogés.

ARTICLE 2 – Un sens unique de circulation est instauré rue de Monpezat, dans sa partie comprise entre les rues d'Orléans et Jean-Baptiste Carreau, dans le sens rue d'Orléans vers la rue Jean-Baptiste Carreau.

ARTICLE 3 – Un sens unique de circulation est instauré rue de Monpezat, dans sa partie comprise entre les rues d'Orléans et Lapouble, dans le sens rue d'Orléans vers la rue Lapouble.

ARTICLE 4 – Un sens unique de circulation est instauré rue de Monpezat, dans sa partie comprise entre les rues Perpigna et des Trois Frères Bernadac, dans le sens rue Perpigna vers la rue des Trois Frères Bernadac.

ARTICLE 5 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 6 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.


ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.

09 MARS 2023

Affiché le :
Désaffiché le :

Affiché le :
Désaffiché le :


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire